Budget : relance *et* compression du déficit

Isabelle Bourgeois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/844>

DOI : 10.4000/rea.844

ISBN : 978-2-8218-0846-1

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2006

Pagination : 37-38

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « Budget : relance *et* compression du déficit », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 75 | mars 2006, document 1, mis en ligne le 19 juin 2008, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/844>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

© CIRAC

Budget : relance et compression du déficit

Isabelle Bourgeois

- 1 Le 22 février, le gouvernement fédéral a adopté un « *budget de soutien à la conjoncture* » pour 2006 afin de conquérir la marge de manœuvre nécessaire pour respecter dès 2007 les critères du Traité de Maastricht (déficit de 1,5 % du PIB en 2009) comme ceux de la Loi fondamentale dont l'art. 115 interdit que le montant de l'endettement soit supérieur aux dépenses d'investissement.

Planification budgétaire 2005-2009 du Bund

en milliards €	Prévisionnel 2005	2005 exécuté	Prévisionnel 2006	2007	2008	2009
Dépenses	254,3	259,8	261,7	269,1	272,5	275,3
Var. / année précédente	+1,08		+2,91	+2,83	+1,26	+1,03
Recettes						
Fiscales	190,8	190,1	192,5	212,3	221,1	228,2
Divers	41,5	38,5	30,9	34,8	30,1	27,1
Endettement net	22,0	31,2	38,3	22,0	21,3	20,0
Dépenses d'investissement	22,7	22,9	23,2	23,3	23,3	23,4

Source : Ministère fédéral des Finances / *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 23-02-06. *) chiffres arrondis.

En négociation : un changement de régime pour la TVA des entreprises

- 2 La plupart des 5 trains de mesures budgétaires figurant dans le contrat de coalition (voir REA 74/05) pour la durée de la législature et adoptées en février ne déploieront leurs effets qu'à partir de 2007. Les dépenses du Bund seront réduites de 32 milliards €, et les subventions, de 19 milliards €. Côté recettes, l'encours fiscal (dont la hausse de la TVA) s'accroîtra de 28 milliards €, à quoi s'ajoutent diverses recettes uniques telles que le fruit des privatisations (51 milliards €). Enfin, le changement de régime de la perception de la TVA apportera des recettes supplémentaires (non chiffrées) en limitant la fraude ; le gouvernement allemand négocie actuellement son projet avec la Commission européenne : il consisterait à exempter de la TVA les transactions entre les entreprises dès lors que leur montant dépasse 5 000 € (*reverse charge*) ; la TVA ne s'appliquera dans l'ensemble qu'aux transactions avec les particuliers.

Ventilation des dépenses du Bund par ministère

en millions € (chiffres arrondis)	Prévis. 2005	Prévis. 2006	2006/05 (en %) *)
Présidence	23,64	21,59	-8,7
Bundestag	550,92	556,93	+1,1
Bundesrat	19,95	18,89	-5,3
Chancellerie	1 510,08	1 621,83	+0,3
Affaires étrangères	2 205,78	2 292,59	+3,9
Intérieur	4 126,64	4 024,92	+0,1
Justice	338,59	339,07	+0,1
Finances	4 041,77	4 099,60	+1,4
Economie et Technologies	37 974,67	5 620,38	+1,3
Alimentation, Agriculture et Protection du consommateur	5 106,96	5 046,25	-1,2
Travail et Affaires sociales	-	119 528,21	+4,0
Transport, Construction et Urbanisme	23 255,51	23 671,94	+1,8
Défense	23 900,00	23 880,00	-0,1
Santé	84 409,88	4 581,79	+60,3
Environnement et Sécurité des réacteurs	769,02	774,76	+0,7

Famille, Seniors, Femmes et Enfants	4 571,69	4 499,32	-1,5
Tribunal constitutionnel fédéral	17,63	16,60	-5,9
Cour fédérale des Comptes	86,67	85,22	-1,7
Coopération économique et Développement	3 859,09	4 159,63	+7,8
Formation et Recherche	8 540,42	8 003,10	+5,6
Dette du Bund	40 431,84	39 448,76	-2,4
Retraites	8 821,01	8 475,63	-3,9
Administration générale	-261,77	933,00	-
Total	254300,00	261700,00	

Source : Ministère fédéral des Finances / *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 23-02-06. *) la reconfiguration des ministères est prise en compte.

Travail et Affaires sociales : près de la moitié du budget fédéral

- 3 Le plus gros poste budgétaire est celui du ministère du Travail et des Affaires sociales, qui représente 46 % du total du budget fédéral. Il est en charge des mesures d'insertion gérées pour son compte par l'Agence fédérale pour l'emploi de Nuremberg, ainsi que des retraites. Ce dernier dossier est potentiellement conflictuel, puisque le ministère verse aux caisses légales de retraite un montant compensatoire pour équilibrer leur budget ; il sert de variable d'ajustement pour éviter une hausse des cotisations ou une baisse des pensions. Le budget du ministère de la Santé (périmètre non comparable avec le ministère précédent) réduira de 4,2 milliards € par an le montant compensatoire aux caisses d'assurance maladie légales ; il sera définitivement supprimé en 2008. Or le gouvernement ayant décidé de ne pas procéder à une hausse des cotisations ni de réduire les prestations, une réforme de fond de l'assurance maladie est programmée pour la seconde moitié de 2006.

INDEX

Mots-clés : allocation, budget, conjoncture, déficit, finances publiques, fiscalité, impôt, politique économique, subvention, système social